

Ce n'est pas non plus l'avis des consommateurs, qui voient monter les prix des produits alimentaires, des vêtements, des loyers et du transport.

Il y a aussi le problème des 500,000 chômeurs inscrits au pays, sans compter ceux dont les statistiques ne tiennent pas compte, car il s'agit de chômeurs «désaisonnalisés», de chômeurs fantômes qui ne font que troubler les statistiques officielles et les rêves «en rose» des ministres du gouvernement.

Il y a également la misère grandissante, conséquence du chômage. Plus d'un million de Canadiens sont en chômage, de sorte que leurs familles manquent des nécessités de la vie, parce qu'ils n'ont pas d'argent, et non pas parce que les produits manquent. Manquons-nous de blé pour faire du pain? Manquons-nous de lait pour nourrir les familles, pour satisfaire aux besoins des enfants? Manquons-nous de crème pour fabriquer du beurre, que nous ne trouvons plus sur les tables canadiennes, parce que nous nous contentons de la margarine à 25c. la livre? Manquons-nous de volaille? Manquons-nous de poules, pour que les œufs soient rares sur les tables canadiennes? Manquons-nous d'œufs, pour que les poulets soient rares sur les tables des familles en chômage? Non, monsieur l'Orateur, nous ne manquons pas de blé pour faire du pain, parce que le gouvernement paie les fermiers pour qu'ils n'ensemencent plus leurs terres, pour qu'ils produisent un peu moins. Non, nous ne manquons pas de lait, parce que le gouvernement ne veut plus verser de subventions aux cultivateurs, parce qu'ils produisent trop de lait, trop de crème et trop de beurre. Non, monsieur l'Orateur, nous ne manquons pas d'œufs au Canada, parce que le Québec, l'Ontario, le Manitoba et les provinces de l'Ouest font tout pour empêcher les œufs des autres provinces d'entrer chez elles. C'est devenu un problème, parce qu'il y en a trop. Cela entraîne parfois des discussions violentes.

Nous ne manquons pas non plus de pommes. Au fait, les producteurs de pommes canadiennes se plaignent que la purée de pomme qui provient de l'Afrique du Sud concurrence leur propre production. Nous ne manquons pas non plus de produits textiles pour vêtir les familles canadiennes. Nous ne manquons pas de chaussures pour couvrir les pieds des Canadiens. Des filatures ferment leur porte, renvoient leurs employés, parce qu'elles ne trouvent pas à écouler leur production. Les fabricants de chaussures se plaignent de l'entrée au Canada de chaussures italiennes, tchécoslovaques et indiennes. Manquons-nous de meubles pour moderniser l'intérieur des foyers canadiens? Manquons-nous de bois, de matériaux pour construire des maisons? Manquons-nous de travailleurs pour ériger des édifices, des usines et des manufactures, pour loger les familles et fournir de l'emploi aux travailleurs canadiens? Non, monsieur l'Orateur. Nous avons tout cela en abondance. Il existe aussi plus de 750,000 travailleurs qui ne produisent pas et qui voudraient produire, qui voudraient échanger leur travail pour un salaire, ce qui leur permettrait d'acheter les biens et les services dont ils ont besoin et que réclament leurs épouses et leurs enfants.

Face à ces problèmes, comment réagit le gouvernement? Il se démène et fait semblant d'agir. Les ministres font des déclarations, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) veut vendre le plus possible à l'étranger, afin que les étrangers puissent mieux se nourrir, se vêtir, se loger, se porter, et pendant ce temps, il

[M. Lambert.]

oublie que cela fait monter les prix au Canada, et permet à l'inflation de progresser, tandis que les nôtres ont faim, sont vêtus de haillons, sont mal logés dans des taudis. Voilà ce que fait le gouvernement avec ses outils, dans le système actuel.

Et que fait encore le gouvernement? Quelles mesures prend-il pour corriger la situation? Deux choses: Premièrement, il ne se gêne pas pour taxer, pour alourdir le fardeau fiscal des Canadiens, diminuant ainsi leur pouvoir d'achat. Les fonctionnaires qui ne sont pas en chômage lui fournissent la matière pour la publication de livres blancs, de livres rouges et, finalement, de livres bleus. Tout a commencé par la publication de livres blancs sur la Constitution, comme s'il fallait une nouvelle constitution pour que les citoyens canadiens mangent à leur faim.

On a ensuite publié un Livre blanc sur la fiscalité, devenu rapidement le Livre rouge, parce que les propositions qu'il contient, surtout en ce qui a trait à la création de la Corporation de développement du Canada, conduisent à la dépossession individuelle, et à la mainmise de l'État sur les entreprises, sur les épargnes des citoyens, en vue d'établir des entreprises publiques, des entreprises gouvernementales, qui vont se financer à même les épargnes forcées des citoyens, au moyen de taxes, et investies par le gouvernement en vue de mettre en pratique les théories de M. J. M. Keynes, c'est-à-dire une économie collectiviste. Voilà où nous mènent les propositions du Livre blanc sur la fiscalité.

On a ensuite présenté un Livre blanc sur l'assurance-chômage: ce fut une grande découverte. On a aussi présenté un Livre blanc sur la sécurité de revenu. Ce ne sont pas des projets de lois, nous répètent les ministres, mais simplement des documents de travail, des projets que nous proposons au peuple canadien, afin d'obtenir ses avis, ses conseils, ses suggestions.

Les questions constitutionnelles sont discutées en cette enceinte et dans le reste du pays au moins depuis 1940, alors qu'Ottawa a voulu forcer la main aux provinces pour leur arracher l'unique pouvoir de taxation qu'elles étaient en mesure d'exercer.

La question du chômage et de l'assurance-chômage est discutée au pays depuis 1944, alors que fut adoptée la loi sur l'assurance-chômage. La question de la fiscalité remonte également à 1940, alors qu'Ottawa a spolié les provinces, comme je viens de le dire, de leurs droits de taxation.

La question de la sécurité de revenu est également discutée en cette enceinte depuis 1944, alors que les Créditistes sont arrivés au Parlement, où ils se sont faits les champions d'un revenu minimum garanti pour tous, où ils ont pressé le gouvernement d'adopter une loi sur les allocations familiales, où ils ont harcelé le gouvernement pour qu'il majore les pensions des personnes âgées. Il n'y a donc rien de neuf dans les propositions du gouvernement, qui est vraiment à court de solutions. Il dit: Conseillez-nous! Faites-nous des suggestions! Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement, mais à la condition qu'il sorte des sentiers battus, qu'il écoute au moins nos suggestions et mette en pratique celles que nous proposons.

• (3.40 p.m.)

Il arrive trop souvent, hélas, que les adversaires du Crédit social proposent les arguments suivants: Si le